

tière économique, ni même en matière politique, qu'un pays dans lequel la tradition démocratique n'a pas été interrompue.

France - Rwanda

Q - Un journal anglais a écrit que la France entraînait secrètement d'anciens militaires rwandais. Est-ce que vous avez un commentaire à ce sujet ?

R - Cela confirme la chaude amitié que nous porte une certaine partie de la presse anglophone à ce sujet.

BIARRITZ, 8 NOVEMBRE 1994

Conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique - Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé aux radios

France - Afrique - démocratie et développement

Q - Vous avez dit que la démocratie reposait sur le mécanisme électoral. Mais en même temps, vous dites que la démocratie ne doit pas se faire au détriment d'une minorité qui serait menacée par une majorité victorieuse à des élections. Vous visez certainement l'Algérie ?

R - Non. Je ne vise personne en particulier. Dans nos vieilles démocraties, où la démocratie est ancrée depuis des décennies maintenant, et où il y a des systèmes institutionnels très perfectionnés, la victoire d'un camp n'aboutit pas à l'élimination de l'autre. Dans les jeunes démocraties, ce risque existe parfois, et c'est la raison pour laquelle je disais : la démocratie ce sont les élections, mais c'est aussi tout ce qui se passe après les élections, c'est la nécessité de respecter les minorités, leurs droits, de bâtir un état de droit, d'avoir un équilibre des pouvoirs. Donc ça n'est pas simplement le fait de déposer un bulletin dans l'urne.

Prévention des conflits en Afrique

Q - Est-ce que ce sommet sera donc celui de la diplomatie préventive, et notamment de l'établissement d'une force ?

R - C'est un des grands sujets de discussion, et j'ai pu percevoir, dans mes travaux avec mes collègues ministres des Affaires étrangères, à quel point cela rencontra leur intérêt. Tout le monde a en mémoire ce qui s'est passé cette année avec le Rwanda : une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies prévoyant l'acheminement de 5 500 casques bleus dès le mois de mai, et au mois de juillet, rien sur le terrain, personne sur le terrain, on nous a annoncé qu'il fallait encore six mois. C'est à ce genre de problème que nous voulons essayer de porter remède. Comment faire en sorte que l'on puisse réagir plus vite, avec plus d'efficacité ? Alors cela soulève beaucoup de questions : quel doit être le rôle de l'Organisation de l'Unité africaine, quel est le lien avec les Nations unies, est-ce que l'Europe, l'Union de l'Europe occidentale en particulier, peut jouer un rôle dans l'équipement des forces en attente ? Nous débattons de tout cela, et la constitution éventuelle d'une

force interafricaine est un des moyens de répondre aux problèmes de notre temps.

France - Afrique

Q - Dans son discours, le Président Mitterrand a demandé à son successeur de conserver des liens aussi denses avec l'Afrique ? Pour vous, le successeur de François Mitterrand saura-t-il conserver cette relation très spécifique de la France avec le Continent ?

R - J'appartiens à une formation politique qui, depuis longtemps, depuis le début des années soixante, depuis le retour au gouvernement du Général de Gaulle, a toujours fait de ses relations avec l'Afrique une des priorités fortes de sa politique étrangère. Et nous avons bien l'intention que cela demeure. Pourquoi ? Parce qu'il y a entre l'Afrique et la France - on le voit bien ici dans le climat qui règne, dans cette convivialité, de chaleur, de compréhension très rapide des problèmes entre nous - il y a un lien affectif très fort. Et puis ensuite, parce que c'est notre intérêt. C'est l'intérêt de l'Afrique et c'est l'intérêt de la France que ce continent puisse avoir accès, comme l'a dit le Président de la République, au droit à la paix, au droit au développement et au droit à la démocratie.

Q - Il n'y a pas de politique de droite ni de gauche vis-à-vis de l'Afrique ?

R - Quand on cherche ici ou là, on pourrait peut-être en trouver, mais je crois qu'il y a en France un très large consensus. Je rappelle que c'est la France qui est le pays au monde qui fait proportionnellement, et même en valeur absolue, le plus d'efforts pour l'Afrique. Nous avons bien l'intention de continuer, parce que c'est une responsabilité à laquelle nous tenons.

PARIS, 9 NOVEMBRE 1994

Union européenne - Réponse du ministre délégué aux Affaires européennes, M. Alain Lamassoure à une question d'actualité à l'Assemblée nationale

Politique européenne de la France - UEM - mise en œuvre de la troisième phase du traité sur l'Union européenne

Q - (Sur la politique européenne de la France et les futures évolutions de l'Union)

R - Monsieur le Député,

Je vous remercie de cette question, qui va permettre de faire apparaître où sont les véritables contradictions dans le domaine de la politique européenne.

Depuis dix-huit mois, le gouvernement, en parfait accord avec la totalité de sa majorité, ici présente, a mené une politique européenne et une politique économique tout entières tendues vers la relance de l'emploi et la croissance économique avec la perspective de l'union économique et monétaire. Toute la législation économique votée par cette assemblée tend vers cet objectif.

La majorité a voté la loi sur l'autonomie de la Banque